

Le Cheylard/Mariac (Ardèche) :

***Chomarat Textiles Industries* dans le tourbillon capitaliste Ouverture d'une nouvelle procédure de 182 licenciements**

Depuis quelques années, CTI (*Chomarat Textiles Industries*) est victime de « plans sociaux » récurrents qui sèment drames et misère dans la petite ville du Cheylard et son bassin d'emploi. Le dernier en date remonte à la fin de l'automne 2011, qui avait vu les travailleurs des deux sites entrés en grève illimitée pour défendre leur outil de travail et le devenir du bassin du Cheylard (voir notre article de novembre 2011 : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-301.pdf>). Après 3 semaines de grève, les ouvriers avaient obtenu le report du plan social (initialement prévu pour le 15 novembre) jusqu'à la fin du mois de février. Ce PSE prévoyait la suppression de 122 postes sur les 693.

Les travailleurs et leurs syndicats souhaitent profiter de ce délai pour mobiliser les clients et les pouvoirs publics, afin de trouver une alternative à ces licenciements.

Alors qu'ils voyaient venir avec inquiétude le mois de février, qui devait s'achever par l'exécution d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) portant sur 122 postes, ils ont été informés par la direction de l'entreprise que ce plan était annulé. Cela aurait pu être une bonne nouvelle, s'il n'avait pas été remplacé par un nouveau PSE, portant cette fois sur 182 postes !



150 salariés rassemblés le 27 octobre 2011 devant les locaux de *Chomarat Textiles Industries* pour demander un report du plan de sauvegarde de l'emploi jusqu'en février (source : <http://www.ledauphine.com>)

« Ils expliquent ça par la conjoncture, la perte de marchés et d'activités, comme l'impression ou l'automobile et le composite qui partent en Tunisie, a affirmé David Giraud, le secrétaire du comité d'entreprise. C'est une catastrophe, on est complètement

assommés. Pour autant nous allons convoquer une AG dès le 21/ 01 pour décider d'éventuelles actions »

C'est à l'heure où SARKOZY réunissait les « partenaires sociaux » à l'Élysée, le 18 janvier...

pour un sommet social sur l'emploi notamment, que la direction de *Chomarat* annonçait l'arrêt de la procédure en cours et la mise en place d'un nouveau plan de 182 suppressions d'emplois ! Soit plus du quart des travailleurs jetés au chômage sur un bassin d'emploi déjà anémique. « *Ce nouveau plan s'inscrit dans le cadre des accords dits 'compétitivité-emploi' annoncés par le MEDEF et le gouvernement lors de ce sommet, pour faire payer la crise aux salariés* » affirme un syndicaliste.

Derrière l'annonce brutale et froide de la démarche et des chiffres se cachent toute la barbarie du système capitaliste et la nuisance des directions syndicales qui préfèrent se vautrer sous les ors des palais plutôt que d'affronter patronat et gouvernement

Selon un communiqué de la CGT, un comité d'entreprise est convoqué en urgence le 24 janvier 2012 pour 3 réunions :

- « *arrêt de la consultation du comité d'entreprise en cours...* », « *Mise en œuvre d'une nouvelle information...* »
- « *présentation d'un nouveau projet de licenciement collectif pour motif économique...* »
- *sur des propositions alternatives : projet industriel, réduction du temps de travail, passage à temps partiel, départs volontaires, chômage partiel*

Cette démarche déclenche la colère des travailleurs puisque le rapport de l'expert *Syndex* missionné par le CE dans le cadre de la précédente procédure fait apparaître que le groupe *Chomarat* dispose d'une assise financière solide que la crise n'avait pas affectée (+ 51 000 € de trésorerie), que l'endettement du groupe était quasi inexistant, que les dividendes versés aux actionnaires (plus d'un million d'€) restaient stables, et qu'en 2010-les comptes de CTI sont toujours bénéficiaires. Mais ces rapaces n'en ont jamais assez. Les aspects sociaux de cette expertise confirmaient la stratégie de délocalisation mise en œuvre par *Chomarat* depuis plusieurs années : aucune embauche d'ouvriers depuis près de 10 ans.

Le rapport est accablant pour la direction et démontre que le groupe *Chomarat* utilise la crise pour accélérer sa stratégie de délocalisation, et que le motif économique invoqué n'était pas caractérisé d'autant plus qu'il avait obtenu 1 million d'euros de subventions au titre du crédit d'impôt emploi-recherche !

**NON AU NOUVEAU PSE DE CHOMARAT
NON A TOUS LES LICENCIEMENTS
NATIONALISATION DE CHOMARAT SOUS CONTROLE DES TRAVAILLEURS**

Jean Veymont